

Balado du Centre des Compétences futures

Épisode 1 : L'importance de l'emploi et de l'acquisition de nouvelles compétences chez les jeunes pour une reprise économique inclusive

Nous sommes tous pris dans la même tempête, mais dans différents bateaux.

Nous savons que certains groupes sont touchés de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19 – c'est le cas des femmes, des jeunes, des Autochtones et des nouveaux arrivants au Canada. Malheureusement, nous connaissons une reprise en K, dans le cadre de laquelle certaines personnes et certains secteurs se rétablissent plus rapidement que d'autres.

Cet épisode met en lumière les principales difficultés auxquelles sont confrontées certaines populations – comme les étudiants autochtones et les jeunes en général – en matière d'éducation et d'emploi en cette période de pandémie. Nous plaidons en faveur d'une stratégie de formation plus inclusive, qui permet à tous les travailleurs d'acquérir les compétences pour composer avec une économie en mutation (et qui fournit aux entreprises les travailleurs dotés des compétences requises pour s'adapter aux changements technologiques et aux chocs économiques à venir).

Nous accueillons Kory Wilson, de l'Institut de Technologie de la Colombie-Britannique, et Chris Duff et Erick Pelayo Aubert, du Conseil canadien pour la réussite des jeunes. Nos trois invités partageront leurs points de vue.

Invités

Kory Wilson – directrice générale des Initiatives et Partenariats autochtones à l'Institut de Technologie de la Colombie-Britannique

Chris Duff – Directeur général, Conseil canadien pour la réussite des jeunes (CCRJ)

Erick Pelayo Aubert – Étudiant au baccalauréat et coordonnateur, CCRJ

Animatrice

Linda Nazareth

Liens

Liens du Centre des Compétences futures et du Conference Board du Canada, tels que les pages Web et les articles recommandés, les pseudonymes de médias sociaux, etc.

Page d'accueil du Centre des Compétences futures :

<https://fsc-ccf.ca/>

Page Twitter du Centre des Compétences futures :

https://twitter.com/fsc_ccf_fr

Page d'accueil du Conference Board du Canada :

<https://www.conferenceboard.ca/>

Page Twitter du Conference Board du Canada :

<https://twitter.com/ConfBoardofCda>

Une reprise inclusive pour tous : assurer l'équité en matière d'éducation et d'emploi :

<https://www.conferenceboard.ca/fr/futureskillscentre/sounding-tours>

Outil HireNext :

<https://fsc-ccf.ca/fr/projets/embauche-inclusive/>

Centre autochtone de formation en TIC :

<https://fsc-ccf.ca/fr/projets/indigenous-ict-development-centre/>

Transcription

Linda Nazareth :

Vous écoutez le balado du Centre des Compétences futures, qui réunit des experts de partout au Canada dans le but d'explorer les défis les plus critiques pour l'avenir du travail. Je suis votre animatrice, Linda Nazareth. Ce balado vous est présenté par le Centre des Compétences futures et le Conference Board du Canada. Le Centre des Compétences futures a pour mission de bâtir un avenir où chaque personne peut bénéficier de conseils de carrière, de possibilités d'apprentissage et d'un bon emploi tout au long de sa vie.

Le Conference Board du Canada est le principal organisme indépendant de recherche appliquée au Canada. Il fournit un éclairage unique sur les enjeux les plus complexes auxquels le pays est confronté. Le Canada fait face à de profonds changements démographiques et technologiques, et la pandémie de COVID-19 accélère la transformation de nos milieux de travail.

Notre économie évolue rapidement, ce qui signifie que nous devons nous adapter rapidement. Dans la deuxième saison de la série de balados du Centre des Compétences futures, nous explorons plus en profondeur les solutions pratiques déjà en place partout au Canada et qui bouleversent le monde du travail. Chaque épisode présentera un défi unique auquel les Canadiens sont confrontés. Certains épisodes mettront l'accent sur la reprise après la pandémie, alors que d'autres exploreront des enjeux plus vastes et à plus long terme.

Nous savons que certains groupes ont été plus durement touchés par les répercussions économiques de la COVID-19 et que la pandémie a entraîné des défis extraordinaires. Selon la Commission canadienne des droits de la personne, la pandémie augmente les inégalités et élargit la sphère de vulnérabilité. Si les personnes à revenus élevés étaient plus susceptibles de travailler à domicile et d'être en meilleure situation financière pendant la pandémie, d'autres ont été laissées pour compte

en matière d'emploi, de dettes et de logement. Si l'on se réfère aux premiers mois de la pandémie, les travailleurs de certains secteurs, comme l'hébergement et le tourisme, ont été particulièrement touchés par les fermetures et les périodes sans revenu d'emploi. Pour certaines [00:02:00] personnes handicapées, la pandémie a exacerbé des problèmes persistants engendrés par la solitude et la difficulté d'accès aux services.

Les personnes racialisées, les Autochtones et les jeunes étaient également plus susceptibles de perdre leur emploi. Nos invités raconteront des histoires personnelles, nuanceront les choses et partageront des réflexions importantes tirées de leur travail de proximité avec des groupes fortement touchés par la pandémie.

Le Conference Board du Canada et le Centre des Compétences futures ont discuté avec des centaines de leaders des domaines de l'éducation, des compétences et de l'emploi de chaque province et territoire. Cette recherche examine les inquiétudes de ces leaders à propos des répercussions disproportionnées de la pandémie sur les jeunes, les femmes, les peuples autochtones et les nouveaux arrivants.

Conscients que les jeunes sont particulièrement touchés par la pandémie, nous avons demandé à un étudiant terminant ses études pendant la pandémie de nous parler de son expérience. Erick Pelayo Aubert vit à Montréal et termine ses études de premier cycle à l'Université McGill en développement international et en sciences politiques. Il est également coordinateur à temps partiel pour le Canadian Council for Youth Prosperity, un organisme national à but non lucratif financé par le gouvernement qui apporte son soutien à l'écosystème de développement professionnel des jeunes.

Erick Pelayo Aubert :

La COVID-19 a causé une grande incertitude qui pesait lourdement sur les perspectives d'emploi tout spécialement.

J'étais étudiant en fin de cycle, censé obtenir son diplôme en 2021. C'était avant que ne frappe la pandémie en 2020. Je dois maintenant réévaluer ma situation dans son ensemble et définir ce que je ferai dans les mois à venir. Les postes à temps plein ouverts aux finissants sont rares. C'est entre autres pour ça que j'ai décidé de prolonger un peu mes études. Je veux continuer à bénéficier du statut d'étudiant. J'essaie de garder en tête que je dois payer mes études et qu'il faut que je profite de l'été pour acquérir les compétences nécessaires afin de postuler à des emplois l'année prochaine. Pour les étudiants de dernière année, comme moi, même si nous avons vécu l'expérience de la vie universitaire et du reste, nous comptons sur ces deux dernières années d'université pour établir des liens avec les professeurs. C'est tellement important... et on n'y pense même pas, mais quand on postule pour un emploi, ou même pour une maîtrise, on nous demande des références professionnelles et des références académiques. Et si on n'a pas côtoyé nos professeurs pendant ces deux années, ça devient difficile et on se dit : OK, à qui vais-je pouvoir demander ces références? De quoi auront-elles l'air?

Linda Nazareth :

Chris Duff est le chef exécutif du Canadian Council for Youth Prosperity, situé en Ontario. Nous avons discuté avec lui de ce qui parvient à ses oreilles dans le cadre des activités que mène son organisation auprès des jeunes, des communautés et des entreprises de partout au Canada.

Chris Duff :

Toujours sur le plan des études, les gens nous ont parlé de l'annulation de la formation pratique et des programmes de travail-études et d'enseignement coopératif. Je me souviens avoir lu une donnée de Statistique Canada, qui avait interrogé 100 000 jeunes je crois; 35 % des répondants avaient vu leur placement ou leur programme d'enseignement coopératif reporté ou annulé. C'est un véritable défi pour les jeunes, parce que très souvent, la formation pratique, les programmes travail-études et les programmes d'enseignement coopératif

conviennent aux styles d'apprentissage des jeunes et ils facilitent leur apprentissage. Et puis, en plus de tout ça, il y a aussi la question du fossé numérique. On suppose que pour la formation en ligne et même pour le télétravail et le travail virtuel, que les jeunes ont accès à la technologie. On suppose que les jeunes maîtrisent les technologies de pointe, mais aussi qu'ils ont accès à l'Internet, ou même à l'Internet haute vitesse.

Beaucoup de jeunes en ont assez de devoir se brancher sur Zoom et d'avoir à digérer toute cette information numérique, en ligne. Ça a été difficile pour de nombreux jeunes.

Linda Nazareth :

Nous avons également discuté avec Kory Wilson, directrice générale des initiatives et des partenariats autochtones à l'Institut de technologie de la Colombie-Britannique (ITCB). Elle nous a parlé des effets de la transition vers l'apprentissage en ligne sur les étudiants autochtones du ITCB.

Kory Wilson :

Nos étudiants autochtones sont incroyablement dépendants de notre réseau Wi-Fi et de nos appareils. Il arrive que l'ensemble des habitants d'un logement, les parents et les enfants, n'aient pas accès à un appareil électronique, et encore moins à l'Internet. Ils sont donc extrêmement désavantagés. On pense souvent que si les gens n'ont pas l'Internet, c'est parce qu'ils vivent dans une région rurale ou éloignée au Canada où il n'y a aucun accès à Internet. Mais ce n'est pas le cas.

Nous avons rencontré un grand nombre d'étudiants autochtones qui n'avaient pas l'Internet chez eux, à Vancouver, simplement parce que ça coûtait trop cher. Ces étudiants n'ont parfois pas leur propre appareil ni même accès à un appareil à leur domicile.

Linda Nazareth :

Pendant la pandémie, nous avons assisté à une augmentation des inégalités existantes et à l'apparition de nouvelles inégalités. Nous observons aussi que différents types de

discrimination et de privilèges se forment selon l'identité, la catégorisation sociale selon la race, la classe et le sexe, facteurs qui s'entremêlent.

Par exemple, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de travailler en première ligne, comme dans le commerce de détail, de perdre leur emploi pendant les fermetures, et de quitter le marché du travail pour s'occuper des enfants. Les emplois à salaire minimum, comme l'entretien ménager, ainsi que les emplois du secteur de la santé et des services sociaux sont plus susceptibles d'être occupés par des femmes, et le fait de travailler dans ces postes de première ligne les expose davantage au risque de contracter le virus. Les femmes racialisées sont surreprésentées dans certains domaines d'activités essentiels, comme les soins de longue durée et la transformation des aliments. Elles sont plus susceptibles également d'utiliser les transports en commun pour se rendre au travail. Elles courent donc un risque encore plus grand d'être exposées au virus. Au Canada, l'écart entre la participation des femmes immigrantes au marché du travail, à l'éducation ou à la formation et celle des femmes non immigrantes s'est creusé pendant la pandémie, en particulier pour les femmes immigrantes qui appartiennent à une minorité visible. Erick a relaté certaines expériences vécues par des pairs, qui illustrent cette intersectionnalité.

Erick Pelayo Aubert :

Le Québec s'est doté du Plan d'action jeunesse 2021-2024. Ça semble formidable à première vue. Il comporte sept dimensions qui couvrent divers domaines comme l'emploi, l'environnement, la culture, l'éducation et la citoyenneté. Et pourtant, aucun thème ne semble réellement orienté vers la recherche de solutions dans des domaines où les besoins sont urgents et très ciblés, comme ceux des minorités visibles. Par exemple, on peut se demander : quelles répercussions de la pandémie ont touché plus fortement les jeunes des minorités visibles?

On a observé un manque d'accès aux services de santé mentale dans les différentes langues maternelles des jeunes immigrants. Examinons mon cas. Je suis originaire du Mexique. Ma langue maternelle est l'espagnol. On a constaté qu'il s'agissait d'une énorme lacune dans les services offerts pour répondre à la pandémie et pour favoriser la reprise.

Les changements soudains aux programmes d'immigration ont été une source de stress très importante pour les jeunes qui se trouvaient déjà au Canada et qui s'appropriaient à compléter leur demande. Cette situation a créé encore plus de stress et d'incertitude chez les jeunes.

Linda Nazareth :

Pour l'avenir, on peut se demander quelles marques la pandémie aura laissées chez ces différents groupes. Le contexte inhabituel dans lequel s'est produite la récession causée par la pandémie a popularisé un nouveau terme du monde de l'économie. Il s'agit de la « reprise en K ». Depuis le début de la pandémie, nous observons des divergences importantes dans le rendement des différents secteurs. Certains occupent le haut du « K » – c'est le cas des technologies, qui ont connu une forte hausse de la demande, tandis que d'autres, comme le tourisme et l'hôtellerie, se retrouvent en bas, et l'activité dans ces secteurs reste bien en deçà des niveaux d'avant la pandémie. Pour les individus, cela s'est traduit par des changements importants et durables dans les types d'emplois disponibles ainsi que dans les compétences recherchées. Les compétences ne sont pas réparties de manière égale dans la population, et de nombreux groupes sous-représentés ont moins de possibilités d'acquérir des compétences très recherchées. Il faut soutenir davantage la formation et offrir de nouveaux services afin que chacun puisse retrouver un emploi aussi rapidement que possible. Le chômage de longue durée peut faire dérailler de façon permanente le parcours professionnel d'une personne et réduire ses gains au cours de sa vie.

Chris Duff :

Certains groupes se rétablissent - ou à tout le moins certains groupes démographiques, disons, ou groupes de personnes - se rétablissent et d'autres non, que ce soit d'un point de vue économique ou financier, ou sur le plan émotionnel ou mental. À mon avis, cela exerce une pression sur la société; et si nous ne venons pas en aide aux communautés aux prises avec ces inégalités, notre économie est vouée à l'échec.

Kory Wilson :

Un constat s'impose : la pandémie de COVID-19 met en lumière les disparités et l'exclusion économiques qui touchent les Autochtones. Nous n'assisterons pas à une reprise de l'économie – même si, dans certains secteurs de la société, des personnes font beaucoup d'argent et s'en sortent exceptionnellement bien – parce que si la situation du reste de la société continue à se détériorer et que ces personnes ne peuvent participer à l'économie, tout le monde en paiera le prix, non seulement financièrement, mais aussi émotionnellement, socialement et moralement. Ce n'est pas la bonne chose à faire.

Ça nous ramène à l'héritage de la colonisation et à la Loi sur les Indiens, ainsi qu'à tous les défis auxquels les Autochtones sont confrontés au Canada. Il en va de même pour les autres groupes qui luttent pour obtenir l'équité. Nous oublions souvent que notre économie, nos systèmes et nos institutions ont été conçus selon des idées et des valeurs eurocentriques qu'ils continuent à promouvoir et qui, souvent, n'accordent pas la priorité aux principes d'inclusion, à ce que toutes les voix soient entendues et qu'on veuille à répondre aux besoins, aux souhaits et aux aspirations de chaque personne.

On ne peut opprimer les gens éternellement. Surtout dans le cas des peuples autochtones. C'est de notre territoire qu'il est question. Le Canada appartient aux Autochtones. Nous étions ici les premiers. Nous ne devrions pas avoir à quémander sur nos propres terres, sur

notre propre territoire. Nous devons être de véritables partenaires économiques et participer non seulement à l'économie, mais aussi à toutes les décisions importantes et à la direction que prend ce pays.

Nous souhaitons tout autant que les autres la réussite du Canada. Si ma Première Nation se porte bien, votre communauté se portera bien. À dire vrai, notre Première Nation se porte bien et nous sommes privilégiés. Nous jouissons d'une solide gouvernance. Nous avons pu mettre en place un grand nombre d'initiatives qui ont contribué à notre réussite.

Et par réussite, je ne parle pas seulement de l'aspect monétaire. Par exemple, si quelqu'un de ma Nation veut faire des études postsecondaires ou s'inscrire à un programme d'apprentissage des métiers, ma communauté a les moyens de financer sa formation. Nous continuons d'offrir à nos enfants de l'espoir et des occasions de rêver, et nous leur offrons le soutien nécessaire pour qu'ils puissent réaliser leurs rêves. Chaque communauté des Premières Nations doit être en mesure de faire de même. Tout le monde peut suivre des formations et acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi de leur choix. La société à laquelle j'appartiens, qui est rattachée à la culture des Potlatch, est fondée sur le principe que chaque personne assume un rôle et apporte sa contribution. Parfois, ce rôle est modeste. Certains étudiants, par exemple, payent leurs droits de scolarité grâce à des programmes, des bourses et d'autres moyens formidables, mais parfois, ils n'ont pas assez d'argent pour acheter des bottes à embout d'acier, qui coûtent 200 \$. Le fait de donner 200 \$ à ces étudiants, de leur offrir un laissez-passer de transport en commun augmentent leurs chances de terminer leur programme. Ça leur permet de réussir, de trouver leur premier emploi, de faire en sorte que leur famille n'ait pas à dépendre de l'aide au revenu, de s'assurer que leurs enfants mangeront à leur faim et qu'ils adopteront une attitude positive, qu'ils seront en santé, heureux et en mesure d'obtenir leur diplôme.

Linda Nazareth :

Chris illustre l'une des façons dont le Canadian Council for Youth Prosperity assure la participation du groupe qu'il sert – les jeunes – dans la réalisation de sa mission, tout en expliquant en quoi ce travail est si important.

Chris Duff :

Cela provient en grande partie d'une lacune importante que nous constatons dans l'écosystème du développement de la main-d'œuvre des jeunes. Le problème est simple : dans l'ensemble du secteur, la voix et la représentation des jeunes sont absentes. Nous avons conçu un système qui, à bien des égards, exclut les personnes mêmes que beaucoup d'entre nous ont consacré leur vie à servir.

Pourquoi ne pas faire appel aux jeunes pour créer un plan de relance postpandémie? Pourquoi ne pas embaucher des jeunes de tout le pays pour élaborer ce plan? Ceux qui sont familiers avec les plans de relance économique savent qu'ils ne sont pas typiquement rédigés par des jeunes ou élaborés conjointement avec eux. Il arrive que le plan contienne une section dédiée aux jeunes, mais ceux-ci ne participent généralement pas à sa rédaction. Nous avons donc embauché 77 jeunes de partout au pays. Nous avons six à sept partenaires stratégiques différents, et ces 77 jeunes ont été intégrés à notre organisation et répartis entre ces partenaires. L'objectif était simple. Nous voulions créer ce plan de reprise postpandémie. Nous souhaitons que les jeunes soient les principaux artisans des recherches réalisées dans le cadre du plan de relance postpandémie et qu'ils soient ensuite consultés et appelés à corédiger le rapport.

Linda Nazareth :

Les discussions avec Kory, Chris et Erick ont démontré très clairement l'importance d'inclure les groupes sous-représentés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes qui les concernent, et à quel point il est rare que le niveau de participation des jeunes soit suffisant. Erick nous a parlé des retombées de son engagement personnel dans les initiatives de défense de la cause des jeunes.

Erick Pelayo Aubert :

J'ai eu l'honneur d'être invité à animer une table ronde qui portait sur les obstacles auxquels les jeunes Latino-Américains du Québec sont confrontés dans l'après-pandémie. J'ai pris conscience, à cette occasion, de l'importance de connaître de manière plus approfondie les expériences que vivent les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Les autres participants et moi avons ainsi pu mettre les choses en perspective.

Les opinions et les expériences vécues par ces jeunes sont extrêmement importantes. Je n'aurais jamais pensé, par exemple, qu'il était possible de créer un espace où les jeunes peuvent influencer les politiques publiques. Depuis ce temps, cette idée m'accompagne dans mon travail et le fera vraisemblablement tant que je serai jeune. Je continuerai à dire aux jeunes que leurs opinions comptent, car moi-même, il y a quelques années, je ne le pensais pas. Et je crois vraiment que c'est un message que je dois partager avec le plus de jeunes possible. C'est ce qui m'a amené à défendre la cause des jeunes et c'est ce qui soutiendra mon engagement pour de nombreuses années encore.

Linda Nazareth :

Bien que les compétences ne soient qu'une solution parmi d'autres, elles demeurent essentielles à notre bien-être économique et social. Les entreprises ont besoin de travailleurs qualifiés pour s'adapter aux changements technologiques et aux chocs économiques dans l'avenir. Les travailleurs ont besoin de compétences spécialisées pour tirer parti de l'économie en évolution plutôt que d'en subir les effets néfastes.

Dans le but de mettre en place une stratégie de formation inclusive, le Centre des Compétences futures accorde une attention particulière aux projets auxquels participent des populations sous-représentées et qui sont accessibles et pertinents pour divers groupes. Les projets axés sur l'innovation du Centre des Compétences futures aident les jeunes à surmonter les obstacles dans leur recherche d'un premier emploi, une étape cruciale.

Leslie Woo, de Civic Action, nous présente l'objectif du projet Higher Next et nous parle de son importance.

Leslie Woo :

Civic Action a mis au point l'outil d'évaluation Higher Next, fondé sur l'intelligence artificielle, afin de s'attaquer aux obstacles fréquemment observés à la première étape de la recherche d'un emploi : l'offre d'emploi à proprement parler, qui utilise souvent un langage non inclusif. Nous savons qu'au plus fort de la pandémie, les jeunes qui sont autochtones, noirs ou racialisés ont été les plus désavantagés en matière de recherche d'emploi et de possibilités de formation.

Au même moment, près de 30 % des employeurs ont du mal à recruter des employés qualifiés issus de la diversité, en particulier pour les postes de premier échelon. Hire Next fournira aux employeurs des suggestions pratiques et ciblées sur la façon d'adapter leurs offres d'emploi afin d'attirer des jeunes talentueux dont les horizons sont variés.

Cette mesure constitue un pas en avant vers une reprise économique plus inclusive.

Linda Nazareth :

Au Manitoba, un autre projet aide les Autochtones à acquérir des compétences et à trouver du travail dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le respect de leur culture et près de chez eux. Joel, d'ID Fusion, nous parle de ce projet.

Joel Dandeneau :

ID Fusion est une entreprise autochtone des TI qui est fière d'aider les nations autochtones à réaliser des changements positifs. Ces dernières années, en collaboration avec nos partenaires, nous avons fait la promotion des carrières en TI auprès des Autochtones et nous leur avons offert du soutien.

Les professionnels autochtones des TI sont sous-représentés dans notre secteur, et lorsque l'opportunité d'un partenariat avec le Centre des Compétences futures s'est présentée,

nous étions enthousiastes à l'idée d'adopter une approche de renforcement des capacités davantage axée sur le secteur. Le projet a été difficile, mais gratifiant, et les leçons que nous en avons tirées se sont révélées très précieuses. Nous sommes une petite entreprise qui nourrit de grandes ambitions en matière d'acquisition de compétences, de renforcement des capacités et de développement communautaire dans le domaine des TI. Le Centre des Compétences futures a rendu possibles nos apprentissages. Notre objectif est maintenant de mettre les leçons apprises au service des Autochtones qui souhaitent poursuivre une carrière dans les TI.

Linda Nazareth :

Une reprise inclusive signifie le retour à des possibilités d'emploi de qualité pour tous. Selon ce que nous avons entendu aujourd'hui, cela nécessite :

- des expériences professionnelles accessibles aux jeunes, comme des stages d'été et un mentorat de qualité, notamment en cette période marquée par des pertes d'emplois et par la diminution des rapports interpersonnels en présentiel;
- des pratiques d'embauche équitables qui traitent tous les candidats de façon juste;
- des possibilités de développement des compétences et de formation qui favorisent l'égalité des chances, comme l'accès aux outils numériques et des expériences d'apprentissage adaptées à la culture;
- de faire participer les groupes sous-représentés à la prise de décisions lorsque ces décisions les concernent;
- de mettre en place des milieux de travail réellement inclusifs qui incitent les gens à rester.

Kory Wilson :

Toutes les voix doivent être entendues et chacun d'entre nous a un rôle à jouer pour favoriser l'inclusion. Il faut se rappeler que la diversité est une réalité. L'inclusion est un choix. Nous avons tous le devoir de favoriser délibérément l'inclusion des personnes issues de la diversité. Quel que soit le lieu ou l'espace auquel vous

accédez ou que vous occupez, regardez autour de vous : si tout le monde vous ressemble, il y a du travail à faire.

C'est dans de tels moments que les gens doivent reconnaître les privilèges dont ils jouissent et leurs propres préjugés inconscients. Comment suis-je arrivé là où j'en suis aujourd'hui? Qui m'a aidé? Est-ce que tout le monde bénéficie des mêmes possibilités? La réponse est non. Dès lors, comment pouvons-nous offrir aux autres les possibilités que la plupart d'entre nous considèrent comme acquises? Comment leur venir en aide et être une source d'inspiration? Vous ne pouvez pas vous contenter d'attendre que les établissements d'enseignement postsecondaire vous offrent le CPA autochtone ou l'informaticien autochtone que vous cherchez. Communiquez avec les établissements d'enseignement postsecondaire et avec les organismes connexes. Établissez des partenariats avec nous plus tôt – apprenez à connaître ces étudiants plus tôt.

En fin de compte, dans 10 ans, les entreprises qui ne se seront pas préoccupées des questions d'équité, d'inclusion, de diversité et de réconciliation seront en difficulté, parce que les jeunes travailleurs de moins de 40 ans exigent des entreprises et des organisations qu'elles s'engagent en faveur de la diversité et de valeurs et principes bien définis.

Plus tôt nous nous y mettrons tous, mieux nous nous porterons.

Linda Nazareth :

Si vous avez aimé cet épisode, abonnez-vous et faites connaître ce balado aux personnes de votre entourage susceptibles de l'apprécier. Et soyez des nôtres pour notre prochain épisode qui portera sur la reprise dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme. Merci d'avoir écouté cet épisode du balado du Centre des Compétences futures. Je suis votre animatrice, Linda Nazareth. À bientôt.

Partenaires FSC

Financé par le programme
des Compétences futures du
gouvernement du Canada.

Canada

Ryerson
University

Le Conference
Board du Canada

Blueprint

Toute omission de faits ou d'interprétation, le cas échéant, relève entièrement de la responsabilité du Conference Board du Canada. Les résultats présentés ne reflètent pas nécessairement les vues du Centre des Compétences futures, de son bailleur de fonds ou de ses partenaires.